

Taux actuels de dématérialisation : % retard de croissance : 47% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 32%

Source: Gouvernement malgache (ENSOMD, 2012)











### Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Madagascar : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Madagascar : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 97% des enfants en 2015.
- Madagascar : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.9% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Madagascar : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Madagascar : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012-2013.
- Madagascar : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (53.3% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (9.7% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Madagascar : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

### Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
 Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	1.9%	2016	36e ex aequo
 Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	15.6%	2015	2e
<b>Politiques</b>			
 Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2016	20e ex aequo
 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Bon	2013	4e ex aequo
 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	83%	2012-2013	9e
 Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2016	22e ex aequo
<b>Lois</b>			
 Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2016	10e ex aequo
 Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
 Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
 La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo













<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

### Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
 Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	97%	2015	8e ex aequo
 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	53.3%	2015	45e
 Population ayant accès à un assainissement amélioré	9.7%	2015	44e
 Visites médicales pour les femmes enceintes	82.1%	2012-2013	33e
 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Modérée	2015-2019	22e
 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2012-2013	40e ex aequo
<b>Lois</b>			
 Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel